

# Des élections législatives anticipées à haut risque pour le gouvernement sortant en Lettonie

de Corinne Deloy

**ANALYSE**  
1 mois avant  
le scrutin

Pour la 2e fois cette année et pour la 3e fois en moins d'un an, les Lettons sont appelés aux urnes le 17 septembre prochain pour renouveler les 100 membres de la Saeima, chambre unique du Parlement. Ce scrutin anticipé de 3 ans (les dernières élections législatives ont eu lieu il y a moins d'un an le 2 octobre 2010) est une conséquence du référendum du 23 juillet dernier qui a vu les électeurs approuver à 94,3% la dissolution du Parlement décidée le 28 mai précédent par l'ancien président de la République, Valdis Zatlers. Selon la Constitution, les élections législatives doivent être organisées dans les 2 mois suivant la dissolution du Parlement, soit avant le 23 septembre. La nouvelle Saeima sera élue pour un mandat de 3 ans.

Le 2 juin dernier, Valdis Zatlers a été remplacé à la tête de l'Etat par Andris Berzins (proche de l'Union des Verts et des paysans, ZZS), élu par 53 des 100 membres du Parlement. Andris Berzins a pris ses fonctions le 8 juillet dernier.

## La crise politique lettone

Le 28 mai dernier, le président de la République sortant, Valdis Zatlers, informait ses compatriotes lors d'une intervention sur la chaîne de télévision LNT de sa décision de dissoudre la Saeima, conformément aux pouvoirs que lui confère l'article 48 de la Constitution : « Je veux donner l'espoir de changer les choses. Nous devons mettre un point final à des comportements qui vont contre les intérêts de notre peuple et de notre pays. C'est la raison pour laquelle je voulais vous dire en direct que j'ai signé le décret présidentiel demandant la dissolution du parlement et soumis celui-ci à la Cour constitutionnelle. Le décret prend effet immédiatement ».

Il justifiait son geste par le refus des députés, le 26 mai, de lever l'immunité parlementaire d'Ainars Slesers, leader de Premier de Lettonie-Voie lettone (LPP-LC), ancien vice-Premier ministre (2002-2004), soupçonné de versement et d'acquisition de pots-de-vin, de blanchiment d'argent, de fausses déclarations et d'abus de pouvoir. Alors que plusieurs entreprises, parmi lesquelles le port commercial de Riga, Euroline et Baltic Aviation System, avaient déjà été perquisitionnées, le vote de la Saeima avait empêché le parquet d'effectuer

une perquisition au domicile d'Ainars Slesers.

Le 29 mai, interrogé dans l'émission Top Ten diffusée sur la chaîne de télévision LNT sur l'identité de ceux qu'il qualifie d'oligarques, l'ancien chef de l'Etat avait cité les noms des « trois A » comme il est coutume d'appeler Ainars Slesers, Aivars Lembergs (maire de Ventspils depuis 1988 et poursuivi par la justice pour corruption et blanchiment d'argent) et Andris Skele (Premier ministre, 1995-1997 et 1999-2000), tous 3 à la fois hommes politiques et hommes d'affaires qui ont fait l'objet de nombreuses enquêtes policières et judiciaires depuis 20 ans.

En approuvant massivement la dissolution du Parlement lors du référendum du 23 juillet dernier, les Lettons ont surtout exprimé leur lassitude face à la corruption qui mine leur pays depuis de longues années. « Penser que le vote ne sera qu'une protestation contre les oligarques serait une simplification. Nos enquêtes révèlent depuis longtemps la méfiance et l'insatisfaction des Lettons à l'égard de leur parlement, sans même parler des oligarques » a précisé Arnis Kaktins, directeur de l'institut d'opinion SKDS.

Le 9 juillet, après avoir quitté ses fonctions présidentielles, Valdis Zatlers a officiellement annoncé la création de son propre parti politique, le Parti de la réforme

de Zatlers (ZRP). L'ancien président a donc refusé l'offre de collaboration que lui a faite la coalition Unité dirigé par le Premier ministre, Valdis Dombrovskis.

Chaque parti politique s'est présenté en vainqueur du référendum du 23 juillet. « Le référendum a disqualifié les partis du gouvernement, Unité et le Parti des Verts et des paysans. Ceux qui sont à blâmer sont les oligarques et les incompetents d'Unité » a déclaré Valerijs Agesins, vice-président du groupe parlementaire du principal parti d'opposition de gauche, le Centre de l'harmonie (SC). « Tout ceci est absurde. La dissolution de la Saeima n'est en aucun cas une évaluation de la politique menée par Unité mais le résultat d'un échec à obtenir la levée de l'immunité d'Ainars Slesers » lui a répondu Ilze Vinkele, vice-Présidente du groupe parlementaire d'Unité. « Le Parti populaire et le Parti des Verts et des paysans sont les deux partis qui doivent en tirer les leçons » a-t-elle ajouté.

Selon Augusts Brigmanis, leader du ZZS, le résultat du référendum devrait faire réfléchir tous les parlementaires : « C'est un signal pour l'ensemble de la Saeima. Chacun devrait ressentir responsable, sinon coupable ». Enfin, Edgars Zalans, président du groupe parlementaire de la coalition Pour une bonne Lettonie, fait reposer sur Unité et son partenaire gouvernemental, le Parti des Verts et des paysans, la responsabilité de la dissolution du parlement.

### Les enjeux du scrutin

La décision de Valdis Zatlers et le référendum qui s'en est suivi ont mis en lumière la fragilité du paysage politique letton qui semblait pourtant s'être apaisé et consolidé l'année passée, notamment par la recomposition de son échiquier politique et la réélection du Premier ministre Valdis Dombrovskis lors des élections législatives du 2 octobre 2010.

Le Parti de la réforme de Zatlers interroge la stabilité fragile de la vie politique lettone. Il travaille à la rédaction de son programme et à la mise en place de son organisation interne. Dans l'entretien qu'il a accordé au quotidien *Latvijas avize*, Janis Jurkans, politologue, a ainsi déclaré que l'ancien président risquait de manquer de temps, de ressources et de leaders pour réaliser un résultat élevé lors des élections législatives du 17 septembre prochain.

Le manifeste du parti publié début juillet comprenait 10 points, dont l'indépendance de la justice, une économie saine et une stricte discipline monétaire. Valdis Zatlers a indiqué que le ZRP aurait un fonctionnement

différent des autres partis. Klavs Olsteins, député membre d'Unité qui a démissionné en juillet dernier pour protester contre la façon dont Andris Berzins avait été élu à la présidence de la République a annoncé son ralliement au ZRP. « Durant ma courte carrière, j'ai compris que seule la jeune génération serait capable de réaliser sur le long terme les profonds changements dont le pays a besoin. C'est pourquoi j'ai décidé de rejoindre la nouvelle équipe de Valdis Zatlers » a-t-il déclaré.

« Nous ferons de notre mieux pour mettre fin au pouvoir des oligarques » a déclaré Valdis Zatlers qui en appelle à une politique plus proche du peuple. Il a récemment refusé de débattre avec Aivars Lembergs. « Je pense que les oligarques ne doivent être ni écoutés ni pris en compte » a-t-il affirmé. Une attitude que lui reproche Juris Rozenvalds, politologue. « Il peut dire qu'il ne coopérera pas avec certains responsables politiques mais il doit accepter le débat public avec ses rivaux » a-t-il indiqué.

Valdis Zatlers a souligné que les 2 partis du gouvernement sortant, Unité et l'Union des Verts et des paysans, partageaient la responsabilité de leurs erreurs et de tout ce qu'elles n'ont pas réalisé : il a ainsi cité l'amélioration de la situation démographique du pays, la réduction du chômage et le développement d'une stratégie énergétique.

Unité est désormais forcée de se positionner face au ZRP. Pour la coalition du Premier ministre sortant Valdis Dombrovskis, l'alternative est simple : elle peut choisir de faire de Valdis Zatlers un allié ou bien aller à la confrontation en mettant l'accent sur les différences existant avec le ZRP. Le 6 août dernier, les 3 partis composant la coalition Unité (Nouvelle ère, Union civique, Société pour une autre politique) ont fusionné en un seul parti lors de leur congrès qui s'est tenu à Valka (nord). Le chef du gouvernement sortant Valdis Dombrovskis a été désigné à l'unanimité (moins sa propre voix) candidat du nouveau parti au poste de Premier ministre. Son programme prévoit la stabilité du système fiscal, la réduction du chômage – qui atteignait 12,6% en juin dernier – à 7% de la population active, l'investissement de 2 milliards de lats (2,8 milliards €) dans la croissance industrielle et la réduction de moitié de l'économie souterraine.

Les leaders des 3 partis composant l'ancienne coalition – Valdis Dombrovskis, Girts Valdis Kristovskis et Aigars Stokenbergs – seront têtes de liste aux élections législatives du 17 septembre. Par ailleurs, la ministre de la Culture, Samirte Elerte, conduira la liste d'Unité dans

la circonscription de Zemgale et l'ancien maire de Daugavpils, Janis Lacplešis, dans celle de Latgale.

Il y a moins d'un an, le 2 octobre 2010, les Lettons avaient choisi la continuité, synonyme de politique d'austérité douloureuse, et fait preuve de maturité politique en reconduisant la coalition dirigée par le Premier ministre sortant Valdis Dombrovskis. Celui-ci, au pouvoir depuis 2009, avait mené une politique de grande rigueur pour sortir son pays de la grave crise économique qui l'affectait alors. Fin 2008, l'économie lettone était revenue à son niveau de 2005 avant que son PIB ne se contracte de 18% l'année suivante. La Lettonie, surnommée jusqu'alors le tigre balte, n'a été sauvée de la faillite en décembre 2008 que par les prêts de 5,27 milliards de lats (7,05 milliards €) que lui ont accordé le FMI (1,3 milliard €) et l'Union européenne (3,1 milliards €). Riga a également reçu 1,4 milliard \$ de la part des pays nordiques, 400 millions € de la Banque mondiale et 500 millions € de la Banque européenne de reconstruction et de développement (BERD). La Lettonie avait alors dû s'engager à combler son déficit budgétaire et à stabiliser son secteur bancaire. A son arrivée au pouvoir, Valdis Dombrovskis opéra de sévères coupes budgétaires, diminua de 10% les pensions de retraite et de 35% le salaire des fonctionnaires, réduisit drastiquement le nombre des fonctionnaires et augmenta les impôts (+ 3 points pour l'impôt sur le revenu et + 3 points pour la TVA, qui s'élève désormais à 21%).

Selon le leader du Centre de l'harmonie, Nils Usakov, le scrutin va conduire à une redistribution des cartes (et des suffrages de la droite) entre Unité, le Parti de la réforme de Zatlers et les partis de la coalition Alliance nationale. Par conséquent, son parti devrait augmenter son influence. La tradition lettone veut que le parti qui remporte le plus grand nombre de suffrages dirige le gouvernement. Nils Usakov espère donc que le ZRP prendra suffisamment de voix à la coalition du Premier ministre sortant Valdis Dombrovskis pour que le Centre de l'harmonie arrive en tête le 17 septembre prochain. Le parti est en progression constante depuis sa création en 2005. N'ayant jamais participé au gouvernement, il n'a pas à faire face à la critique. Par ailleurs, de nombreux Lettons se déclarent satisfaits de son action au niveau local dans les villes où il est au pouvoir. Enfin, les électeurs, fatigués des scandales dans lesquels certains partis « lettons » ont été impliqués, pourraient finalement franchir le pas et choisir d'accorder leur confiance à un parti de gauche le 17 septembre.

Le Premier ministre sortant a rappelé qu'il a été le premier à inviter le Centre de l'harmonie à le rejoindre au gouvernement. Valdis Dombrovskis avait mis 3 conditions à cette participation : la reconnaissance par le parti de Nils Usakov de l'occupation soviétique de la

Lettonie, son acceptation du fait que le letton soit la seule langue officielle du pays et son soutien aux réformes économiques.

Le Parti populaire (TP) d'Andris Skele et Premier de Lettonie-Voie lettone d'Ainars Slesers, tous deux membres de la coalition électorale Pour une bonne Lettonie, ont choisi de se présenter séparément devant les électeurs. Les 2 partis ont rompu leur alliance lors de leur congrès le 9 juillet dernier. « Je ne suis pas d'accord avec les gens qui pensent que les personnes qui ont une expérience du monde des affaires n'ont pas leur place au parlement. Tant que nous serons soutenus par le peuple, nous siégerons au parlement » a déclaré Ainars Slesers.

Le 5 août, Ainars Slesers a modifié pour le temps de la campagne électorale le nom de son parti qu'il a transformé en Parti de la réforme de Slesers-Voie lettone (sur le modèle du Parti de la réforme de Zatlers) dans le but de montrer l'hypocrisie de Valdis Zatlers qui, selon lui, pense davantage à son propre avenir politique qu'à celui du pays.

Il se déclare favorable à une augmentation du budget de l'Etat. « N'épargnez pas, gagnez de l'argent ! » sera son slogan pour les élections.

Les deux partis conservateurs rassemblés dans la coalition Alliance nationale – Tout pour la Lettonie de Ratvis Dzintars et l'Union pour la patrie et la liberté de Roberts Zile – ont décidé de fusionner en un seul parti politique sous le nom « Tout pour la Lettonie-Pour l'Union pour la patrie et la liberté » qui sera dirigé par les 2 hommes. « Le principe est clair : là où il y a des Lettons qui pensent à leur pays, les divisions entre les partis doivent disparaître. La Lettonie a échoué parce que les moyens ont été pris pour des fins. Les partis politiques sont des moyens, le but est de vivre dans une Lettonie lettone et juste. La fusion de nos 2 partis est un pas vers cet objectif » a affirmé Ratvis Dzintars. Le nouveau parti, qui s'est déclaré prêt à collaborer avec Unité, l'Union des Verts et des paysans, le Parti de la réforme de Zatlers espère doubler sa représentation au Parlement (8 députés) à l'occasion du scrutin. Le retour des Lettons partis travailler à l'étranger, la réduction des naturalisations, l'interdiction de la double nationalité en cas de crime de trahison, le développement de la région de Latgale (est) la moins développée de Lettonie, sont quelques-unes des mesures figurant dans le programme du nouveau parti qui souhaite également accorder le droit de vote aux enfants (dont les parents disposeraient jusqu'à leur majorité) et abaisser l'âge de la majorité civique à 16 ans. Il présentera 115 candidats.

Le coprésident (avec Tatiana Zdanoka) de « Pour les droits de l'Homme dans une Lettonie unie (PVTCL) », Jakovs Pliners, s'est déclaré confiant dans le fait que

son parti parvienne à faire obtenir des députés lors du scrutin. Il sera tête de liste du parti à Riga. La relance économique, l'amélioration de la vie quotidienne des Lettons et des relations du pays avec son voisin russe, le renforcement du statut de la langue russe constituent ses priorités. Il présentera 85 candidats le 17 septembre.

### Le système politique letton

Les 100 membres de la Saeima sont, depuis 1998, élus pour 4 ans au scrutin proportionnel selon la méthode de Sainte-Laguë. Les électeurs se prononcent pour une liste mais peuvent marquer d'un + (ou d'un -) le (la) ou les candidats(es) de leur choix au sein de cette liste, soit qu'ils souhaitent les promouvoir, soit qu'ils désirent les exclure. Un parti politique doit recueillir au moins 5% des suffrages exprimés pour être représenté au parlement. Pour les élections législatives, la Lettonie est divisée en 5 districts électoraux : Riga (également circonscription des Lettons de l'étranger), Vidzeme, Latgale, Zemgale et Kurzeme. Le nombre de sièges à pourvoir dans chaque circonscription (qui va de 13 à 29) est fixé par la Commission centrale électorale 4 mois avant le vote en fonction des effectifs du registre de la population. Les candidats doivent obligatoirement être âgés d'au moins 21 ans. Depuis 2009, les personnes ayant travaillé comme techniciens dans les anciens services de sécurité soviétiques sont autorisés à se présenter aux élections. Par ailleurs, les candidatures multiples sont désormais interdites : toute personne ne peut concourir que dans une seule circonscription.

Le parlement letton a récemment adopté une loi qui introduit le financement des partis politiques par l'Etat. Tout parti ayant recueilli au moins 2% des suffrages exprimés lors des élections législatives reçoit chaque année 0,5 lats (0,71 €) par voix. Il faut noter que la Lettonie est le seul pays de l'Union européenne à ne pas disposer de législation sur les subventions accordées aux partis politiques. Par conséquent, la forte dépendance des partis envers les oligarques, voire des financements venus de l'étranger, constitue l'un des principaux problèmes du pays. Les chefs d'entreprise ont été rapidement intégrés dans les mouvements et partis politiques qui se sont créés au moment de la chute du communisme et de l'accession à l'indépendance. Ils sont toujours fortement représentés dans les institutions empêchant à la fois le système politique de s'autonomiser (les partis ne sont pas considérés comme des institutions pu-

bliques) et entravant l'émergence d'une véritable société civile lettone.

15 partis politiques sont représentés à la Saeima : - les 3 partis membres de la coalition Unité (Vienotiba, V) : Nouvelle ère (JL), dirigée par Solvita Aboltina et parti du Premier ministre sortant Valdis Dombrovskis, Union civique, présidée par Girts Valdis Kristovskis, et la Société pour une autre politique (SCP), conduite par Aigars Stokenbergs. Située à droite sur l'échiquier politique, Unité, qui est devenu un seul parti le 6 août dernier, compte 33 députés ;

- les 3 partis de l'Alliance du Centre de l'harmonie (SC) : le Parti de l'harmonie nationale, le Nouveau centre et le Parti social-démocrate, dirigée par l'ancien journaliste de la First Baltic Channel et actuel maire de Riga, Nils Usakovs. Coalition formée le 10 février 2010, elle possède 29 sièges ; - l'Union des Verts et des paysans (ZZS), membre du gouvernement sortant, présidée par Augusts Brigmanis qui regroupe l'Union des paysans lettons, le Parti vert et Pour la Lettonie et Ventspils dirigée par Aivars Lembergs, compte 22 députés ; - les 6 partis de la coalition Pour une bonne Lettonie (PLL) : le Parti populaire (TP) d'Andris Skele, Premier de Lettonie-Voie lettone (LPP-LC), dirigé depuis novembre 2009 par Ainars Slesers, Pour une meilleure Lettonie dirigé par le directeur de la chaîne de télévision LNT, Andrejs Ekis, et trois partis régionaux (dont le Peuple de Latgale, LT, Rezekne uni, VR et Pour le district d'Ogre, ON). Formée le 26 avril 2010, la coalition, qui a depuis pris la décision de se séparer, possède 8 sièges ; - les 2 partis de la coalition de l'Alliance nationale : l'Union pour la patrie et la liberté (TB/LNNK), dirigée par Roberts Zile, et le parti d'extrême droite, Tous pour la Lettonie (VL), dirigé par Ratvis Dzintars, compte 8 députés.

Un grand nombre d'observateurs de la vie politique lettone considèrent que les élections législatives du 17 septembre prochain n'apporteront pas de changements conséquents en Lettonie. Rien n'est moins sûr.

Plusieurs coalitions gouvernementales peuvent être envisagées. Parmi les plus souvent évoquées, on trouve celle qui rassemblerait Unité, le Parti de la réforme de Zatlers et le Centre de l'harmonie ; l'union d'Unité et du parti de Nils Usakovs ou bien encore l'alliance entre l'Union des verts et des paysans et le Centre de l'harmonie.

Selon la dernière enquête d'opinion datant de la mi-août, un quart des électeurs (25%) s'apprêteraient à voter pour le Centre de l'harmonie, 12% en faveur de Tout pour la Lettonie-Pour l'Union

pour la patrie et la liberté et 12% également pour le Parti de la réforme de Zatlers. Unité recueillerait 6% des intentions de vote, l'Union des Verts et des paysans, 4%, Premier de Lettonie-Voie lettone et Pour les droits de l'homme dans une Lettonie unie chacun 1%. Un tiers des personnes interrogées (33%) affirment cependant ne pas encore avoir décidé à quel parti elles accorderaient leur suffrage.

Seuls 16% des Lettons considèrent que les élec-

tions législatives apporteront des « changements qualitatifs » au parlement selon un sondage réalisé en août par l'institut TNS Latvia pour la chaîne de télévision LNT. Quoi qu'il en soit, la principale tâche du futur gouvernement du pays sera de poursuivre sur la voie de la relance économique. La Lettonie doit en effet absolument parvenir à réduire encore son déficit budgétaire si elle veut remplir les critères d'adoption de la monnaie unique pour rejoindre la zone euro en 2014.

#### Rappel des résultats des élections législatives du 2 octobre 2010 en Lettonie

Participation : 62%

Partis politiques	Nombre de voix obtenues	Pourcentage des suffrages recueillis	Nombre de sièges obtenus
Unité (V)	301 424	31,22	33
Centre de l'harmonie (SC)	251 397	26,04	29
Union des Verts et des paysans (ZZS)	190 025	19,68	22
Alliance nationale	74 028	7,67	8
Pour une bonne Lettonie (PLL)	73 877	7,65	8
Autres	54 074	5,60	0

Source : Site internet de la Commission électorale centrale de Lettonie  
<http://www.velesanas2010.cvk.lv>

## Le Centre de l'harmonie (parti d'opposition de gauche) en tête des sondages pour les élections législatives en Lettonie le 17 septembre

13 partis politiques[1] (dont 12 présentent des candidats dans les 5 régions du pays : Riga (30 sièges), Vidzeme (27), Latgale (15), Zemgale (15), Kurzeme (13)) sont en lice pour les élections législatives le 17 septembre prochain en Lettonie, soit un nombre identique à celui enregistré l'an dernier pour le précédent scrutin du 2 octobre 2010. 1 092 personnes seront candidates à un poste de député de la Saeima, chambre unique du parlement. 77 bureaux de vote seront ouverts pour les Lettons de l'étranger.

J-7  
7 jours avant  
le scrutin

Le président de la Commission électorale centrale (CVK) Arnis Cimdars a proposé de donner aux Lettons la possibilité de remplir leur devoir civique au cours des trois jours précédant le scrutin, de façon à augmenter la participation. Il s'est également déclaré opposé au vote par internet, en vigueur dans l'Estonie voisine, jugeant le réseau mondial insuffisamment sécurisé pour une telle opération.

Selon Arnis Cimdars, les deux tiers des inscrits (67%) devraient participer au scrutin. Ce chiffre découle de la participation enregistrée lors du référendum du 23 juillet dernier sur la dissolution du parlement (44,73%), un chiffre élevé comparativement aux précédentes consultations populaires. « Nous avons de nouveaux partis ainsi que des partis plus forts et qui ont renouvelé leurs listes de candidats, ce qui devrait jouer sur la participation » a-t-il déclaré.

Après le référendum du 23 juillet dernier (94,30% des votants se sont prononcés en faveur de la dissolution de la Saeima), le scrutin législatif devrait témoigner du déclin de l'influence des oligarques dont les trois principaux représentants sont Aivars Lembergs (Union des Verts et des paysans, ZZS), maire de Ventspils depuis 1988 et poursuivi par la justice pour corruption et blanchiment d'argent, Andris Skele, leader du Parti populaire (TP), membre de la coalition électorale Pour une bonne Lettonie, ancien Premier ministre (1995-1997 et 1999-2000), ou Ainars Slesers, leader de Premier parti de Lettonie-Voie lettone (LPP-LC), ancien vice-maire de Riga, soupçonné de versement et d'acquisition de pots-de-vin, de blanchiment d'argent, de fausses déclarations et d'abus de pouvoir.

Par ailleurs, les électeurs ne choisissent pas leur candidat en fonction du programme économique de son parti, mais plutôt en fonction de sa personnalité.

Enfin, le scrutin du 17 septembre pourrait consacrer la première victoire d'un parti de l'opposition de gauche dans le pays. En effet, le Centre de l'harmonie (SC) dirigé par le maire de Riga, Nils Usakovs, pourrait arriver en tête des votes et participer au prochain gouvernement.

Pour de nombreux analystes politiques ou économiques, une victoire du Centre de l'harmonie menacerait la stabilité financière de la Lettonie et sa relance économique. Le parti de Nils Usakov a en effet déclaré que s'il participait au gouvernement, il demanderait la renégociation des termes du remboursement du prêt de 7,5 milliards € (dû pour 2014) accordé par le Fonds monétaire international (FMI) et stopperait une partie des coupes prévues pour réduire le déficit budgétaire.

Le Centre de l'harmonie s'est fixé un objectif de déficit de l'ordre de 5% ou 6% au lieu des 3% (qui correspondent aux obligations fixés par le Pacte de stabilité et de croissance de l'Union européenne) exigés par le gouvernement sortant de Valdis Dombrovskis (Vienotiba, Unité, V). La Lettonie a adopté de sévères mesures d'austérité pour reprendre le contrôle de ses finances, sortir de la crise économique qui l'avait durement affectée et être en capacité d'adopter la monnaie unique en 2014 (une perspective soutenue par la grande majorité des partis politiques). Une politique de rigueur que le Centre de l'harmonie pourrait remettre en cause s'il parvient au gouvernement.

« Les perspectives de voir le Centre de l'harmonie au pouvoir sont plutôt élevées » a indiqué Nils Muiznieks, directeur de l'Institut de recherche sociale et politique avancée de l'université de Lettonie, ajoutant « Ils souhaitent vraiment gouverner. Le parti signera sans condition pour son entrée au gouvernement, quoi que ses membres peuvent dire aujourd'hui ». Selon Edgars Rinkevics, ancien chef de cabinet du président de la République, Valdis Zatlers, le prochain gouvernement sera constitué d'Unité (V) et du Parti de la réforme de Zatlers (ZRP) qui s'allieront avec le Centre de l'harmonie ou avec Alliance nationale, nouveau parti issu de la fusion de l'Union pour la patrie et la liberté (TB/LNNK) et du parti d'extrême droite, Tous pour la Lettonie (VL). Janis Ikstens, politologue, considère qu'Unité et le Centre de l'harmonie auront des difficultés pour trouver un accord en raison de leurs divergences sur l'économie et la politique étrangère. Le ministre des Affaires étrangères Girts Valdis Kristovskis (V) a indiqué qu'il lui semblait indispensable que le poste qu'il occupe reste entre les mains d'une personnalité de droite. Selon lui, le Centre de l'harmonie ne s'est pas montré une force politique suffisamment mature pour exercer de telles responsabilités et ne serait pas capable « de défendre les intérêts de la nation lettone ». Selon un rapport de Wikileaks, les Etats-Unis auraient exprimé leur inquiétude quant à l'accroissement de l'influence du Centre de l'harmonie et son éventuelle participation au prochain gouvernement letton.

Le soutien aux réformes économiques n'est qu'une des conditions fixées par Unité au Centre de l'harmonie (au cas où il arriverait en tête du scrutin) pour que celui-ci puisse rejoindre le gouvernement. La reconnaissance de l'occupation de la Lettonie par l'Union soviétique entre 1945 et 1991 constitue également un élément essentiel pour le parti du Premier ministre. « Admettre l'occupation aurait des conséquences pour nos élec-

teurs. Toutes les personnes qui sont arrivées en Lettonie après 1940 devraient alors être considérées comme des occupants et voir leurs droits réduits » a déclaré Boris Cilevics, député (SC).

Les Lettons formaient en effet les trois quarts (77%) des habitants de la Lettonie en 1935 et seulement la moitié (52%) en 1989. Ils en représentent dorénavant 60%. La communauté russophone compte 600 000 personnes, soit un tiers des habitants du pays. Selon les chiffres du Bureau de la citoyenneté et des affaires migratoires, près de 335 000 d'entre eux sont apatrides (ils étaient 715 000 au moment de l'indépendance en 1991). La plupart d'entre eux possèdent un passeport de 'non-citoyens lettons'. Ce statut leur donne le droit de résider dans le pays et l'accès aux services sociaux. Ils ne sont cependant pas autorisés à voter aux élections nationales et locales ou à travailler dans la police ou l'armée et doivent obtenir un visa pour se rendre dans certains pays.

Les apatrides ont lancé, sous l'initiative de Pour les droits de l'Homme dans une Lettonie unie (PCTVL), qui défend la minorité russophone, une campagne de collecte de signatures pour demander l'organisation d'un référendum sur leur accès à la citoyenneté lettone. « Nous appelons tous ceux qui nous soutiennent et tous les citoyens de Lettonie à participer à la collecte de signatures pour organiser un référendum, faire cesser la discrimination ethnique et restaurer la justice dans les relations entre tous les Lettons. Nous demandons l'universalité du droit de vote et l'unité des habitants de Lettonie » peut-on lire dans l'appel à signature.

« Notre but est d'empêcher les oligarques et les intérêts économiques d'influencer la politique lettone et le gouvernement. Notre parti est complètement indépendant des hommes d'affaires et de tout intérêt économique » a déclaré Valdis Zatlers, ancien président de la République (2007-2011) et leader du Parti de la réforme de Zatlers, dont Edmunds Sprudz est le candidat pour le poste de Premier ministre.

« Le second gouvernement de Valdis Dombrovskis (réélu il y a moins d'un an !) n'a pas su répondre aux attentes des électeurs et le résultat du référendum du 23 juillet n'est pas flatteur pour lui » a indiqué Valdis Zatlers. La présidente de la Saeima, Solvita Aboltina (V), lui a répondu que le résultat de la consultation

populaire avait surtout été l'expression de l'opinion qu'ont les Lettons des politiques qui ont gouverné le pays durant ces 20 dernières années et leur souhait de voir les choses changer rapidement. Elle a cité le retour à l'équilibre du budget comme la plus grande réussite du gouvernement conduit par Valdis Dombrovskis.

Solvita Aboltina a comparé les promesses électorales de l'Union des Verts et des paysans sur les pensions de retraites à celles faites aux soldats et aux paysans durant la période bolchévique. « Il est facile de promettre aux gens qu'on leur donnera tout ce qu'ils désirent mais les responsables politiques doivent tenir compte de la réalité » a-t-elle déclaré. Elle a cité le Parti de la réforme de Zatlers comme celui dont le programme était le plus proche d'Unité. La présidente du parlement a cependant critiqué les personnes choisies par le parti de Zatlers pour occuper des fonctions ministérielles, les qualifiant d'« incompetents dans leurs domaines ». « Les responsables politiques doivent être capables de gouverner ensemble. Nous avons besoin de développer notre pays, ce que nous ne pourrons faire qu'en parvenant à former un gouvernement stable » a-t-elle indiqué.

« Ceux qui ont soutenu Valdis Zatlers lors du référendum espèrent que celui-ci va changer leurs vies. Il ne le fera pas et c'est ce qui m'effraie » a déclaré Ivars Ijabs, politologue à l'université de Lettonie.

Roberts Zile (TB/LNNK) a indiqué qu'il déciderait à l'issue du scrutin du 17 septembre de rester ou non au sein de l'Alliance nationale. Il a mis en suspens la coprésidence du parti (qu'il exerçait avec Ratvis Dzintars) dont il a déclaré déplorer la radicalité et le nationalisme. Gvidis Berzins est le candidat d'Alliance nationale au poste de Premier ministre.

Enfin, selon Ainars Slesers, 3 partis (Premier de Lettonie- Voie lettone, l'Union des Verts et des paysans et le Centre de l'harmonie) peuvent recueillir la majorité des sièges au parlement le 17 septembre prochain. Il a donc indiqué que le Centre de l'Harmonie avait fortement besoin de Premier de Lettonie-Voie lettone. Selon les dernières enquêtes d'opinion, seuls 5 partis politiques franchiraient le seuil des 5% de suffrages indispensable pour être représenté au parlement. Le Centre de l'harmonie arriverait en tête des élections législatives du 17 septembre prochain, suivi d'Unité,

du Parti de la réforme de Zatlers, de l'Alliance nationale et de l'Union des Verts et des paysans.

Le président de la République, Andris Berzins, a déclaré le 7 septembre dernier qu'il n'entamerait pas les négociations pour la formation du prochain gouvernement avant le 28 septembre prochain, jour où le chef de l'Etat rentrera de l'Assemblée générale des Nations unies à New York. « Ces dix jours seront mis à profit

par les partis pour trouver des arrangements. Je n'y vois pas de problème. Les négociations démarreront le 28 septembre, tout sera fait en temps et en heure et les partis seront prêts » a-t-il déclaré.

Conformément à ce que stipule la Constitution lettonne, la Saeima élue le 17 septembre prochain devra tenir sa première séance dans le mois suivant, soit avant le 17 octobre.

## Le parti d'opposition, Centre de l'harmonie, arrive en tête des élections législatives lettones

### RESULTATS

Le 17 septembre, un parti de gauche est arrivé en tête des élections législatives lettones pour la première fois depuis 1991, année où le pays a recouvré son indépendance. Le Centre de l'harmonie (SC) a recueilli 28,37% des suffrages et remporté 31 sièges au parlement (+ 2 par rapport au précédent scrutin législatif du 2 octobre 2010). Il a obtenu 52,08% des voix dans la circonscription de Latgale et 41,56% dans celle de Riga. Le Centre de l'harmonie s'impose devant le Parti de la réforme de Zatlers (PRZ), parti de droite fondée par l'ancien président de la République (2007-2011) Valdis Zatlers, qui a recueilli 20,82% des suffrages et 22 sièges et Unité (V), parti du Premier ministre sortant Valdis Dombrovskis, qui a obtenu 18,83% des voix et 20 sièges (- 13). Le centre-droit sort donc également renforcé de ces élections législatives et devrait pouvoir former un gouvernement.

Alliance nationale-Tout pour la Lettonie, nouveau parti issu de la fusion de l'Union pour la patrie et la liberté (TB/LNNK) et du parti d'extrême droite, Tout pour la Lettonie (VL), est l'autre vainqueur du scrutin. Il est en nette progression, arrivant en 4e position avec 13,88% des voix et 14 sièges (+ 6), juste devant l'Union des Verts et des paysans (ZSS), membre de la coalition gouvernementale sortante, qui a recueilli 12,22% des suffrages et 12 sièges (- 9).

Les autres partis, dont le Parti populaire (TP) de l'homme d'affaires et ancien Premier ministre (1995-1997 et 1999-2000) Andris Skele et Premier de Lettonie-Voie lettone (LPP-LC), dirigé par Ainars Slesers, ne sont pas parvenus à franchir le seuil de 5% des suffrages exprimés indispensable pour être représenté à la Saeima, chambre unique du Parlement. Ces deux hommes ont été qualifiés avec le maire de Ventspils Aivars Lembergs (ZSS) comme d'« oligarques » par l'ancien chef de l'Etat Valdis Zatlers qui, le 28 mai dernier, avait procédé à la dissolution du parlement letton pour protester contre le refus des députés de lever l'immunité parlementaire d'Ainars Slesers, soupçonné de versement et d'acquisition de pots-de-vin, de blanchiment d'argent, de fausses déclarations et d'abus de pouvoir. La dissolution de la Saeima avait conduit à l'organisation d'un référendum le 23 juillet dernier lors duquel les Lettons avaient massivement approuvé la décision de leur ancien président de la République : 94,30% des votants avaient en effet voté « oui » à la dissolution de leur parlement. Les trois plus célèbres oligarques ne siègeront donc pas dans la nouvelle Saeima ; leurs partis politiques sont les grands perdants des élections législatives du 17 septembre.

La participation a été moindre que ce qu'avaient anticipé les enquêtes d'opinion et légèrement inférieure à celle enregistrée lors des précédentes élections législatives du 2 octobre 2010. Elle s'est élevée à 60,55% (- 1,45 point). La circonscription de Riga a été la plus mobilisée (66,18%), celle de Zemgale la plus abstentionniste (57,33%). Les Lettons de l'étranger n'ont jamais été aussi nombreux à remplir leur devoir civique depuis les élections législatives de 1993 même si, en raison de leur nombre croissant, leur taux de participation a été inférieur à celui enregistré lors du précédent scrutin législatif du 2 octobre 2010. Leur vote diffère de celui de leurs compatriotes qui résident en Lettonie : 31,4% d'entre eux se sont prononcés pour Unité, 22,96% pour le Parti de la réforme, 21,54% pour Alliance nationale-Tout pour la Lettonie et 14,95% ont donné leur voix au Centre de l'harmonie. « Je suis convaincu que les dirigeants lettons seront en mesure de former une coalition où les intérêts de tous les électeurs seront représentés » a déclaré le leader du Centre de l'harmonie, Nils Usakovs. « Il est important de former une coalition efficace et de travailler à des décisions difficiles » a-t-il ajouté. Le député Andrejs Klementjevs (SC) a affirmé que les résultats de son parti ne pouvaient être ignorés et que celui-ci avait sa place dans le futur gouvernement. « Le contraire serait un manque de respect envers nos électeurs qui représentent un tiers des Lettons » a-t-il averti.

La participation du Centre de l'harmonie au futur gouvernement est toutefois loin d'être acquise. « Nous allons d'abord parler avec Unité, ensuite avec Alliance nationale-Tout pour la Lettonie, et seulement après avec le Centre de l'harmonie » a ainsi indiqué Edmunds Sprudz, candidat du Parti de la réforme de Zatlers au poste de Premier ministre. « Dans un premier temps, nous allons rencontrer le Parti de la réforme de Zatlers » a précisé Valdis Dombrovskis sur la chaîne de télévision LNT. « Nous avons certainement, moi-même et Unité, travaillé à obtenir les meilleurs résultats possibles. Nous sommes donc prêts à continuer à gouverner » avait indiqué le chef du gouvernement sortant après avoir déposé son bulletin dans l'urne. « Le Parti de la réforme de Zatlers est le plus proche de nous idéologiquement parlant, le Centre de l'harmonie est le plus éloigné » a souligné le Premier ministre sortant. « Nous allons continuer à discuter et je suis certain que les négociations seront fructueuses. Notre principal objectif est le maintien de la stabilité » a précisé Valdis Zatlers.

Le Centre de l'harmonie, parti russophone positionné à gauche sur l'échiquier politique, inspire une grande méfiance dans un pays qui reste fortement marqué par 50 ans d'occupation soviétique et où la gauche reste apparentée à ce passé. En outre, le Parti de la réforme de Zatlers et Unité divergent sur de nombreux points avec le Centre de l'har-

monie, notamment sur les questions économiques et diplomatiques.

Au pouvoir depuis 2009, le Premier ministre sortant Valdis Dombrovskis a mené une politique de grande rigueur pour sortir son pays de la crise économique qu'il traverse (récession de 18% en 2009, soit le plus important recul des 27 pays de l'Union européenne). Riga n'a été sauvé de la faillite que par les prêts de 5,27 milliards de lats (7,05 milliards €) que lui ont accordés principalement le Fonds monétaire international (1,30 milliard €) et l'Union européenne (3,1 milliards €). Valdis Dombrovskis s'est engagé à combler le déficit budgétaire et à stabiliser le secteur bancaire de son pays. Pour ce faire, il a opéré de sévères coupes budgétaires, diminué de 10% les pensions de retraite et de 35% le salaire des fonctionnaires, drastiquement réduit le nombre des fonctionnaires et augmenté les impôts (+ 3 points pour l'impôt sur le revenu et + 3 points pour la TVA, qui s'élève désormais à 21%). Les milieux économiques s'inquiètent d'une éventuelle participation du Centre de l'harmonie au gouvernement qui pourrait remettre en cause certaines de ces mesures. Le parti de Nils Usakovs s'est en effet déclaré favorable à une renégociation des termes du remboursement du prêt de 7,5 milliards € (dû pour 2014) accordé par le Fonds monétaire international à Riga et souhaite revenir sur une partie des coupes prévues pour réduire le déficit budgétaire. Le Centre de l'harmonie s'est fixé un objectif de déficit de l'ordre de 5% ou 6% au lieu des 3% (qui correspondent aux obligations fixés par le Pacte de stabilité et de croissance de l'Union européenne) que souhaitent atteindre Unité et le Parti de la réforme de Zatlers qui aimeraient voir la Lettonie adopter la monnaie unique en 2014.

Outre le soutien aux réformes économiques, le Parti de la réforme de Zatlers et Unité exigent du Centre de l'harmonie qu'il reconnaisse l'occupation de la Lettonie par l'Union soviétique entre 1945 et 1991. Le 16 septembre dernier, à la surprise générale, Nils Usakovs, évoquant le passé récent de son pays, a parlé pour la première fois des « 50 années d'occupation » lors d'une conférence à Riga. Enfin, Unité avait ajouté une dernière condition pour envisager de collaborer avec le Centre de l'harmonie : la reconnaissance du letton comme seule langue officielle du pays. Récemment, le Centre de l'harmonie a déclaré être favorable à une hausse modérée des heures d'enseignement du letton dans les écoles de langue russe.

« Une coalition gouvernementale composée du Parti de la réforme de Zatlers, d'Unité et d'Alliance nationale-Tout pour la Lettonie Alliance nationale semble la plus probable » a déclaré Ivars Ijabs, politologue de l'université de Lettonie. « Il existe une longue tradition de tenir les Russes à l'écart » a-t-il ajouté. « La formation du prochain gouver-

## Élections législatives en Lettonie 17 septembre 2011

nement sera plus difficile qu'elle ne l'a été il y a un an » a déclaré l'ancienne présidente de la République (1999-2007) Vaira Vike-Freiberga.

Si les partis politiques ne parviennent pas à s'entendre, le Parti de la réforme de Zatlers et Unité pourraient décider de former une coalition gouvernementale minoritaire qui s'appuierait sur un ou plusieurs partis pour les grandes décisions. En effet, après 3 scrutins en 11 mois (élections législatives le 2 octobre 2010, référendum sur la dissolution du parlement le 23 juillet dernier et enfin élections législatives anticipées le 17 septembre), bien peu de politiques souhaitent pour l'heure retourner devant les électeurs.

Le président de la République, Andris Berzins, a prévenu il y a quelques jours qu'il n'entamerait pas les négociations pour la formation du prochain gouvernement avant le 28 septembre prochain, jour de son retour de l'assemblée générale des Nations unies qui se tient à New York. « Ces dix

jours seront mis à profit par les partis pour trouver des arrangements. Je n'y vois pas de problème. Les négociations commenceront le 28 septembre, tout sera fait en temps et en heure et les partis seront prêts » a-t-il indiqué.

« Le prochain parlement disposera de seulement 3 ans pour prouver qu'il travaille mieux que la précédente assemblée. Vous devrez exercer votre mandat dans un monde à la fois plus complexe et plus exigeant. La situation économique du monde d'aujourd'hui ne nous pousse guère à l'optimisme ; par conséquent, la prochaine législature ne devra pas être celle des luttes entre individus mais celle du travail pour, et non contre, les intérêts de la Lettonie et l'avenir du pays » a déclaré Andris Berzins en s'adressant aux futurs parlementaires.

Conformément à ce que stipule la Constitution lettone, la Saeima élue le 17 septembre prochain devra tenir sa première séance dans le mois suivant, soit avant le 17 octobre.

### Résultats des élections législatives du 17 septembre 2011 en Lettonie

Participation : 60,55%

Partis politiques	Nombre de voix obtenues	Pourcentage des suffrages recueillis	Nombre de sièges obtenus
<b>Centre de l'harmonie (SC)</b>	259 923	28,37	31
<b>Parti de la réforme (ZRP)</b>	190 817	20,82	22
<b>Unité (V)</b>	172 524	18,83	20
<b>Alliance nationale–Tout pour la Lettonie</b>	127 172	13,88	14
<b>Union des Verts et des paysans (ZZS)</b>	111 952	12,22	13
<b>Premier de Lettonie-Voie lettone (LPP-LC)</b>	22 130	2,42	0
<b>Autres</b>	23 571	3,46	0

Source : Site internet de la Commission électorale centrale de Lettonie (<http://www.velesanas2011.cvk.lv>)

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site :  
**[www.robert-schuman.eu](http://www.robert-schuman.eu)**

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.